

1... 2... 3... Sommeil !

CP Villefranche/Saône

Le 6 aout 2026

Le 5 août 2026, le quartier d'isolement du Centre pénitentiaire de Villefranche-sur-Saône a une nouvelle fois été le théâtre d'une grave agression. Lors d'une intervention rendue nécessaire par le comportement particulièrement menaçant d'une personne détenue, plusieurs agents ont été violemment pris à partie. L'individu a opposé une résistance extrême, multipliant les coups et tentant de s'emparer des équipements de sécurité des personnels. Cette intervention s'est soldée par trois agents blessés, dont un en arrêt.

Quelques mois seulement après la grave agression de **février 2026**, survenue dans ce même secteur, les personnels sont une nouvelle fois confrontés à une réalité insupportable.

Trop nombreuses sont les agressions en quelques mois sur le même quartier. Combien faudra-t-il encore de victimes avant que les décisions s'imposent ?

Le Quartier d'Isolement n'est pas une détention classique, nous le savons vous le savez et la direction le sait au vu des nombreuses alertes que nous avons faites. Ce secteur, accueillant des personnes classées au titre de la **criminalité organisée**, nécessite des moyens humains adaptés, des agents expérimentés, spécifiquement formés et des effectifs renforcés.

Or, une fois encore, les faits démontrent que les réponses apportées ne sont pas à la hauteur des risques. Solution trouvée ? « Ouverture à 3 agents + 1 gradé » sur un secteur où avoir 2 agents de façon pérenne est déjà un sport olympique.

Pendant que des **millions d'euros** sont investis dans les brouilleurs, les systèmes de vidéosurveillance et les équipements de sécurité, une évidence demeure :

Le meilleur matériel ne remplacera jamais les femmes et les hommes qui assurent la sécurité au quotidien.

Une caméra, même dotée d'IA, ne s'interpose pas lors d'une agression.

Un brouilleur ne protège pas un agent pris pour cible.

Ce sont les personnels qui encaissent les coups et cela demeure inacceptable.

Avec le temps, **continuer à botter en touche et servir un discours digne des plus grands politiciens ne suffira plus**. Les personnels attendent désormais des actes, pas des promesses.

La **Direction Interrégionale** doit entendre l'inquiétude légitime des agents.

Faudra-t-il en arriver à des actions de protestation toujours plus fortes pour que la réévaluation de l'organigramme de référence de l'établissement soit enfin prise en considération ?

L'UFAP Unsa Justice apporte tout son soutien aux personnels ayant subi cette agression et met en lumière une fois de plus leur professionnalisme et leur sang-froid face à ces situations.

L'UFAP Unsa Justice réclame la création d'une véritable équipe dédiée au Quartier d'Isolement ainsi qu'une réévaluation immédiate de l'organigramme de référence de l'établissement afin qu'il corresponde enfin à la réalité opérationnelle.

Les personnels ne demandent ni privilèges ni faveur.

Ils demandent simplement de pouvoir exercer leur métier avec les moyens humains et matériels nécessaires pour rentrer chez eux comme ils sont venus travailler.

Assez de constats. Assez de discours. Il serait temps d'agir.

L'UFAP Unsa Justice du CP
Villefranche Sur Saône
Le Bureau